

Alain Onkelinx : « Il faut un renouveau au PS liégeois »

► En pleine tourmente Publifin, le député wallon, conseiller communal à Seraing, appelle le PS liégeois à « bouger », à « faire de la place aux jeunes ».

► Alain Onkelinx convoque Willy Demeyer, Jean-Claude Marcourt, et Jean-Pascal Labille...

Conseiller communal à Seraing, vice-président du parlement wallon, Alain Onkelinx (frère de Laurette Onkelinx) plaide en faveur du « changement » au PS liégeois.

Quel impact toute cette « affaire » Publifin a-t-elle auprès des militants ?

Sincèrement, ça ne vous étonnera pas, on accuse tous un peu le coup. Avec les révélations et le battage médiatique, il y a un petit désespoir chez les militants. Les fausses prestations, les rémunérations astronomiques... Je ne veux pas fustiger tous les membres des comités de secteur, ni la raison d'être de ces organismes, soyons justes, mais il y a eu des abus, des gens en ont profité. Il faut comprendre où et comment tout ça s'organisait. La commission d'enquête au parlement wallon apportera les réponses. J'ai confiance.

Certains jugent que l'état-major du PS a réagi avec retard, notamment par rapport à Stéphane Moreau et à André Gilles...

Le PS a annoncé tout de suite des mesures très dures pour améliorer la gouvernance, notamment sur les cumuls et les rémunérations. Je sais que ces mesures soulèvent des critiques dans le parti, certains estiment que ça va trop loin, mais moi, j'y suis totalement favorable. Il faut une grande réforme. Quant à Stéphane Moreau et André Gilles, le comité de vigilance examine les dossiers et je trouve tout à fait normal qu'en attendant les décisions comme les conclusions de la commission d'enquête, les personnes concernées soient suspendues du parti. A part ça, il faut prendre le temps d'analyser les choses. Il ne sert à rien de se précipiter : on prend alors souvent de mauvaises décisions politiques. Je crois qu'Elio Di Rupo fait ce qu'il a à faire.

Le PS liégeois aussi ?

Nous devons évoluer, améliorer notre fonctionnement. Faire monter des jeunes. Il y a une génération toute prête à prendre ses responsabilités. Il faut préparer maintenant ce renouveau. Le PS liégeois a besoin d'une nouvelle respiration. Tout le monde sait que nous devons absolument nous remettre en ordre de marche en vue des élections. On ne peut pas continuer comme si rien ne s'était passé. La Fédération a annoncé des réformes, je ne l'oublie pas, il faut poursuivre.

Elle freine ?

Notre message doit être limpide : faire toute la lumière sur les « affaires », aller au bout des choses dans les travaux du comité de vigilance du PS et de la commission d'enquête à Namur, enfin tirer les leçons politiques de tout cela. Je ne dis pas qu'on freine, mais ce qui est sûr, c'est qu'il faut avancer.

Willy Demeyer, président de Fédération, et Jean-Claude Marcourt, vice-président du gouvernement wallon et personnalité pivot à Liège, prennent-ils les choses en main ?

Comme président élu par les affiliés et dont le mandat durera jusqu'à l'issue des élections, Willy a le devoir d'agir. Et Jean-Claude, c'est indéniable, a un rôle clé. Ils doivent montrer qu'ils sont capables de faire des propositions qui font évoluer le parti et, je l'ai dit, de le remettre en ordre de marche pour des élections qui seront très dures pour nous. Il faut prendre le temps de la réflexion mais aussi montrer qu'il y a un renouveau, que ça bouge.

A ce propos, certains citent Jean-Pascal Labille. Pourrait-il jouer un rôle, selon vous ?

Je le connais bien, il a de grandes qualités, il peut apporter quelque chose, c'est clair.

Je ne veux pas personnaliser les enjeux, mais quel sens cela aurait-il de se passer de gens comme ça ? ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

CONTEXTE**Audible**

Le dossier Publifin-Nethys est complexe. Parce qu'il a trait au maintien d'un outil public de développement économique pour Liège comme pour la Wallonie. Parce que les responsabilités dans les abus ne sont pas encore identifiées clairement (c'est le job de la commission d'enquête). Il est donc urgent d'attendre. Sauf que tout le monde voit bien qu'au milieu du jeu, le PS liégeois est à la peine. Au sein de cette fédération la plus puissante du PS, les principaux responsables se taisent ou se montrent extrêmement prudents. C'est dans ce drôle de statu quo qu'Alain Onkelinx sort des seconds rangs socialistes liégeois pour appeler à « bouger ». Ses propos sont mesurés, donc audibles, en principe.

Marcourt prend la tête de la « coupole liégeoise »

En attendant, ce samedi, Jean-Claude Marcourt prend la tête de la « coupole liégeoise », qui regroupe les quatre fédérations socialistes de la province : Liège, Huy-Waremme, Verviers, les germanophones. Le ministre wallon de l'Économie remplacera Willy Demeyer à cette place. C'était prévu. Mais dans le contexte Publifin, cette « montée en puissance » n'est pas négligeable dans la grande équation politique liégeoise.

D.C1

Une personne sur deux a répondu au « Soir »

On vous le rappelle tous les jours dans ces colonnes : tant que nous n'aurons pas toutes les réponses, *Le Soir* continuera de poser les questions qui s'imposent autour de l'affaire Publifin. Qui a créé le système de rémunération à l'origine du scandale ? Que savaient les partis ? Que va devenir Publifin ? Et Nethys ? Ces questions sont compilées sur notre site internet. Chaque jour (ou presque), nous actualisons le document avec les premiers éléments de réponse. Cependant, nous devrions, dans le courant du week-end, mettre un grand coup d'accélérateur dans le fichier. En effet, parmi les quarante-cinq personnes auxquelles nous avons envoyé nos questions, vingt-trois nous ont fait parvenir leurs réponses. Tous les présidents de parti, tous les chefs de l'arrondissement liégeois ont répondu. En se contentant parfois de décliner notre proposition. « *Les travaux de la commission d'enquête parlementaire qui se met en place apporteront réponses aux questions posées* », dicit Vinciane Pirmolin (CDH), cheffe de file du CDH liégeois et ex-membre du conseil d'administration de Publifin. Elle n'est pas la seule à se réfugier derrière la commission d'enquête pour refuser de répondre. Heureusement, d'autres se sont montrés plus diserts. Laissez-nous un week-end pour digérer les réponses reçues et nous ferons le point la semaine prochaine.

Bruxelles Vers le décumul total des mandats en 2018 ?

Et si Bruxelles mettait définitivement un terme au cumul des mandats en 2018 ? C'est l'idée lancée par le PS bruxellois vendredi. C'est plus rapide que ce qui avait été imaginé par le ministre-président Rudi Vervoort : il avait, lui aussi, plaidé récemment pour une mise en œuvre du mandat unique, mais seulement à partir de 2024. Les socialistes ont décidé d'appuyer sur l'accélérateur. Philippe Close, chef de groupe au parlement bruxellois, a annoncé que le PS défendrait ce décumul dès 2018 dans le groupe de travail sur la gouvernance qui vient d'être créé au niveau de la Région-capitale.

Les rouges trouveront-ils des partenaires pour ce projet ?

Du côté de Défi, oui. Le président Olivier Maingain est partant : « *Le décumul total en 2018 est tout à fait acceptable* », nous déclare-t-il. Il est donc prêt à défendre l'idée lui-même... « *pour autant que ce soit à tous les niveaux de pouvoir* », donc pas uniquement en Région bruxelloise.

L'enthousiasme est moins élevé au CDH, autre partenaire francophone du PS dans la majorité bruxelloise. Le chef de groupe Benoît Cerexhe assure qu'il n'a « *aucun tabou* » et qu'il est prêt à avoir « *une discussion globale* » sur le sujet. Mais il marche tout de même sur des œufs : « *Le CDH ne néglige pas le lien entre commune et Région, c'est important qu'il puisse y*

avoir une relation de partenariat entre ces deux niveaux de pouvoir. Nous sommes ouverts à discuter des modalités, on peut aussi réfléchir au décumul des rémunérations ou à des règles différentes en fonction du nombre d'habitants dans chaque commune. »

Le MR dénonce la précipitation

Dans l'opposition, les socialistes trouvent un véritable allié : Ecolo. Les verts défendent le dossier depuis de nombreuses années et sont donc totalement partants pour l'imposer dès 2018. Mais Zoé Genot, cheffe de file des verts bruxellois, s'inquiète du timing : elle rappelle que, selon la Constitution et la Convention de Genève, les règles des élections communales doivent être changées au plus tard un an avant la tenue de ces dernières. « *La majorité a donc intérêt à s'y mettre dès maintenant, pour que le texte suive le chemin parlementaire classique dans les temps.* »

Et le MR ? Certes, le chef de groupe Vincent De Wolf se dit « *ouvert, sans tabou* ». Mais il dénonce l'accélération : « *Pourquoi 2018 ? On n'attend pas la fin de la législature de 2019 ? Certains partis font de la musculation, veulent laver plus blanc que blanc. Nous ne sommes pas opposés au décumul, nous ne l'excluons pas, mais nous trouvons que c'est de la précipitation dans le but d'éteindre des incendies qui leur sont propres. Il*

faut examiner les textes sereinement, les conséquences... »

Le PS pourrait aussi trouver des alliés du côté néerlandophone de la majorité. C'est en tout cas ce qu'assure Laurette Onkelinx : « *Le SPA s'est prononcé pour le décumul lors d'un congrès. Le CD&V vient de déposer à la Chambre un texte sur le décumul pour les personnes aux commandes dans les grandes villes.* » Selon Paul Delva (chef de file bruxellois CD&V), « *les bourgmestres de grandes communes peuvent difficilement combiner cette fonction avec un mandat parlementaire* ». Le président du CD&V a fixé la barre : le décumul pour les mayeurs des villes de plus de 50.000 habitants. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
(avec Ma.D.)

analyse L'enjeu de l'ancrage communal

Le scandale est à l'image d'une rivière en crue : sorti du lit de la normalité, le cours des événements emporte tout sur son passage. Il nettoie mais il ravage. Ainsi en va-t-il de Publifin et de ses suites. Pressés par le courroux médiatique et citoyen, les partis ont lancé une série de propositions, comme une branche à laquelle on s'accroche pour ne pas sombrer.

Parmi celles-ci, la réduction du nombre d'administrateurs dans les structures publiques et parapubliques. Dont les intercommunales. Celles-ci sont, selon le portail des Pouvoirs locaux wallon, « *une association d'au moins deux communes qui décident de gérer ensemble une matière d'intérêt communal* » : l'énergie, les déchets, le développement économique, la santé (les hôpitaux), etc.

Avec le temps, ces structures ont gagné en ampleur, élargissant parfois leur sphère de compétences. Ainsi une intercommunale active dans le secteur des déchets ménagers ne se contente plus de collecter les détritus mais gère désormais des parcs à conteneurs tout en menant des actions préventives pour réduire la production de déchets et en organisant la valorisation (énergétique ou autre) de ceux-ci. Actives à part entière dans un secteur d'activité économique, elles ont également développé une culture d'entreprise et un mode de gestion propre au secteur au sein duquel elles officient.

Quel lien avec Publifin? La fonction d'administrateur au sein des organes de direction des intercommunales est désormais le lien, ténu, qui relie encore la commune et ses citoyens à cet outil supracommunal. Exercé avec sérieux, ce mandat doit permettre de rendre compte des actions menées en délégation pour la commune et de relayer les attentes, préoccupations et oppositions de la population à l'égard des choix posés par l'intercommunale.

En choisissant de réduire drastiquement le nombre d'administrateurs, le politique choisit donc d'affaiblir ce lien, légitime et essentiel, entre le niveau communal et l'étage supérieur. Au risque de transformer les intercommunales en des entités fonctionnant comme une entreprise privée, délestées de l'ancrage communal que leur imposaient encore certains administrateurs. Comme si le problème résidait davantage dans le nombre de mandataires plutôt que dans la manière dont ceux-ci assument leurs responsabilités.

Cette croissance métropolitaine impose de fédérer autour des villes les communes de leur hinterland

Ce choix est d'autant plus important qu'il intervient à un moment crucial. En effet, pour peser dans l'espace économique européen, les villes sont appelées à croître, afin d'atteindre

une taille critique : au moins 500.000 habitants, voire plus d'un million. En Wallonie, cette croissance métropolitaine impose de fédérer autour des villes les communes de leur hinterland. Qu'on les appelle communauté urbaine ou bassin de vie, ces espaces vont devoir relever ensemble une série de défis. En

matière de développement économique, d'aménagement du territoire, de mobilité ou d'énergie. C'était déjà le cas hier, cela le sera encore plus demain.

Avec quel ancrage communal? Ce débat doit aussi être mené, sous peine de jeter le bébé avec l'eau du bain Publifin. ■

PASCAL LORENT

VU DE BRUXELLES**Pour Olivier Maingain,
Demeyer, Drion et Bacquelaine
doivent rendre des comptes**

L'affaire Publifin fait du mal au monde politique, selon Olivier Maingain, président de Défi et bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert, qui se confie ce week-end au *Grand Oral La Première-Le Soir* (1). Il estime par ailleurs que les instigateurs de ce

système doivent rendre des comptes. Et de viser les présidents ou responsables des fédérations provinciales qui doivent, selon lui, être entendus par la commission d'enquête : Willy Demeyer (PS), Daniel Bacquelaine (MR) et Dominique Drion (CDH). Olivier Maingain n'a de son côté aucune difficulté à dévoiler sa rémunération : un peu plus de 180.000 euros brut par an comme député-bourgmestre. Il prône d'ailleurs la transparence sur les rémunérations, le contrôle par la Cour des comptes et la fin du cumul des mandats. S'il estime que le gouvernement bruxellois a anticipé les problèmes, il s'interroge sur les rémunérations du comité de gestion de Vivaqua (deux MR et deux PS) « *C'est peut-être exagéré ! Le gouvernement bruxellois va le régler.* »

J. CR. ET B.D

carnet du samedi **Conseils au PS**

Le PS est dans le jus. Et, manifestement, son président l'est aussi. Il trouvera ici quelques conseils, au hasard, pour s'en sortir (pour éviter de gaffer, au moins).

De rien. C'est gratuit.

Julie Fernandez Fernandez (PS) est députée fédérale et échevine à Liège. Le 25 janvier, elle postait un message sur Facebook. Et ça commençait comme ça : « *J'ai pleuré, ce matin, en lisant la presse...* »

Pourquoi tu pleures, Madame ?

Dans son opération « maintenant, je lave au plus profond du linge », le PS a décidé que les élus qui cumulent ne pourront pas toucher plus que 100 % de la solde d'un député (avant, youpla !, c'était 150 %).

Bonne âme, le PS a prévu des exceptions pour les députés qui exercent des « fonctions spéciales » (chef de groupe, président d'assemblée...). Ceux-là pourront toujours monter à 150 %. Bref, rapport au linge, c'est déjà moins profond.

Fernandez ne critique pas ce plafond de 100 %. Elle reproche à son parti-lesive d'établir deux castes d'élus – les méritants (oui, bof) et les très méritants. Et donc là, Madame Courage (si...) a volé dans le chou de son président.

L'Écho a rapporté qu'Elio Di Rupo a tenté de faire retirer le post de la rebelle. L'intéressée a refusé. Elle ne s'est pas tue. Et l'affaire s'est sue.

Elio ? Ho ? Il est passé où ton génie, mon petit ?

Conseil n°1 : un chef ne donne des ordres que s'il est sûr d'être obéi. Sinon, il est ridicule.

Conseil n°2 : quand on prétend assainir ses pratiques, on évite des exceptions à la règle (les 150 %), sur laquelle se focaliseront les médias, et qui feront oublier la règle (les 100 %).

Conseil n°3 : quand un parti est attaqué de toutes parts, il est bon que les attaques viennent aussi de l'intérieur.

Parfaitement.

Voyez ces membres des Jeunes socialistes appelant sèchement leurs aînés à plus d'éthique, dans une Carte blanche dans *Le Soir*. Le pitch : il faut changer, Messieurs les socialistes, sinon, ce sera sans nous.

On sait comment va le monde (et les gens). En cette époque de généralisations, ce n'est pas quelques PS liégeois qui sont blâmés. C'est tout le parti qui est suspecté d'avoir les doigts collants de confiture.

Quand la contestation vient de l'intérieur, d'abord, c'est plus crédible. Et cela dit que, au sein du parti, tout le monde n'est pas touché.

Le PS est ultrapuissant en Wallonie. Il contrôle tout – le pouvoir, l'emploi public, les logements. Tout passe par lui. Alors, on passe par lui. Et certains rejoignent le PS juste par appétit d'un emploi, d'une carrière, de mandats, de postes & d'argent.

Le coup de gueule des jeunes socialistes indique que des socialistes rejoignent le Parti socialiste juste parce qu'ils sont socialistes.

Non ?

Si.

Et c'était pas con de le rappeler. ■

PIERRE BOUILLON